

# CRISE SÉCURITAIRE ET CHÔMAGE DES JEUNES AU CENTRE DU MALI : EMPLOI-JEUNE COMME UNE ALTERNATIVE À LA VIOLENCE

**Boureima TOURE**

**Université des Lettres et Sciences Humaines de Bamako (ULSHB)**

**Enseignant-chercheur**

**Département Sociologie/Anthropologie**

## **Résumé**

Au Mali, la question de l'emploi des jeunes se pose autant en milieu urbain que rural. Outre ses conséquences économiques, elle expose de nombreux jeunes des régions du centre à de tentations multiples. Depuis quelques années, cette jeunesse sert de tremplin pour de nombreux groupes<sup>1</sup> de violence qui en profitent pour les recruter tout en accentuant davantage la violence. Dans cette étude, la démarche méthodologique a été essentiellement qualitative et s'est focalisée sur les différents acteurs concernés par le phénomène. Les résultats ont révélé que ces jeunes en situation de sans emploi et vulnérables, sont exploités à fonds par les différents groupes de violence pour non seulement accroître leur nombre mais aussi et surtout accentuer les violences. Alors, une inversion de la politique d'emploi des jeunes ciblant particulièrement ceux des zones rurales s'avère plus que jamais nécessaire pour enrayer la violence et impulser le développement au niveau local.

**Mots clés :** Mali, jeune, chômage, violence, crise sécuritaire.

## **Security crisis and youth unemployment in central Mali: youth employment as an alternative to violence**

### **Summary**

In Mali, the issue of youth employment arises in both urban and rural areas. In addition to its economic consequences, it exposes many young people in the central regions to multiple temptations. In recent years, this youth has served as a springboard for many violent groups that take advantage of it to recruit them while further accentuating violence. In this study, the methodological approach was essentially qualitative and focused on the various actors concerned by the phenomenon. The results revealed that these unemployed and vulnerable young people are exploited to the fullest by the various violent groups to not only increase their number but also and above all to accentuate violence. Therefore, a reversal of youth employment policy, particularly targeting those in rural areas, is more necessary than ever to curb violence and boost development at the local level.

**Keywords:** Mali, youth, unemployment, violence, security crisis.

## **Crisis de seguridad y desempleo juvenil en el centro de Malí: el empleo juvenil como alternativa a la violencia**

### **Resumen**

En Mali, la cuestión del empleo juvenil se plantea tanto en las zonas urbanas como en las rurales. Además de sus consecuencias económicas, expone a muchos jóvenes de las regiones centrales a múltiples tentaciones. En los últimos años, esta juventud ha servido de trampolín para muchos grupos violentos que se aprovechan de ella para reclutarlos mientras acentúan aún más la violencia. En este estudio, el enfoque metodológico fue esencialmente cualitativo y se centró en los diversos actores afectados por el fenómeno. Los resultados revelaron que estos jóvenes desempleados y vulnerables son explotados al máximo por los diversos grupos violentos no solo para aumentar su número, sino

---

<sup>1</sup> On entend par groupes de violence, les différents groupes armés non-étatique exerçant la violence dans la région du centre : les groupes *djihadistes* et les groupes d'auto-défense appelés *Donso* (chasseurs).

también y sobre todo para acentuar la violencia. Por lo tanto, es más necesario que nunca invertir la política de empleo juvenil, especialmente dirigida a las zonas rurales, para frenar la violencia e impulsar el desarrollo a nivel local.

**Palabras clave:** Malí, juventud, desempleo, violencia, crisis de seguridad.

## Introduction

Le Centre du Mali est composé principalement de deux régions : Ségou et Mopti. C'est un continuum culturel et socio-économique où les liens entre communautés ont été forgés au cours de siècles d'histoire partagée. Dans ces deux régions, la principale source d'emploi est essentiellement agricole : presque deux tiers des actifs occupés travaillent dans l'agriculture (y compris l'élevage, la chasse et la sylviculture). Cette frange de la population représente 81% des pauvres et 86% de l'ensemble des très pauvres (PNUD, 2021). Comme raison de ce phénomène, le changement climatique ayant impacté négativement les différentes activités de production (agriculture, élevage, pêche, etc.) au cours de ces trois dernières décennies est largement évoqué par les populations aussi bien que des experts.

De même, depuis 2012, la crise sécuritaire qui sévissait dans les régions nord du pays a progressivement basculé vers le centre, ce qui va également avoir une influence sur l'ensemble des activités économiques de la région : agriculture, élevage, pêche, commerce, transport et le tourisme qui employaient l'essentiel des jeunes. Par ailleurs, avec la multiplication des violences, la plupart des ONG locales qui interviennent dans la région se sont presque tous retirées ; ce qui va accentuer davantage la précarité notamment en termes d'emploi des jeunes. Ainsi, la seule alternative qui s'offre désormais pour de nombreux jeunes est l'exode notamment vers les centres urbains ou les zones minières. Le peu qui reste est généralement classé en deux catégories : une première qui tente de se reconverter dans un autre domaine et la seconde catégorie qui bascule de plus en plus dans le banditisme ou l'adhésion aux différents groupes de violence opérant dans la région (les groupes *ihadistes* et ceux des *Donso*, les chasseurs).

Alors, comment cette problématique est-elle perçue au niveau local ? En quoi la crise sécuritaire en cours dans la région a-t-elle impacté les emplois des jeunes ? Comment les différents groupes de violence profitent-ils de la situation pour recruter les jeunes en difficulté ? En quoi l'employabilité des jeunes au niveau local pourrait-il être une alternative à la violence ? Ainsi, après avoir analysé les différentes perceptions sur la politique d'emploi en cours en faveur des jeunes, nous ferons cas de l'impact de la crise sécuritaire sur les emplois des jeunes. Ce qui nous permettra de cerner les différentes stratégies déployées par les

différents groupes de violence pour enrôler les jeunes en difficulté. L'article se terminera par une discussion sur la problématique des conflits en relation avec l'employabilité des jeunes en milieu rural.

## **I- Méthode et outils**

La démarche méthodologique adoptée est qualitative et se focalise essentiellement sur les discours et les pratiques des différents acteurs concernés par le phénomène : jeunes (hommes et femmes), organisations locales de jeunes, autorités locales (élus, préfets, chefferie), services techniques et administratifs, ONG locales intervenantes dans la région, personnes ressources, etc. La collecte des données a eu lieu au cours du premier trimestre de l'année 2021. Elle a concerné principalement deux régions du centre du Mali : Mopti et Ségou. Dans chacune des régions, trois cercles ont été choisis en fonction de leur niveau d'implication dans les violences : i) Mopti (Bandiagara, Koro et Bankass), Ségou (Macina, Niono et Ségou). Au total, 90 entretiens ont été réalisés dont 60 individuels et 30 entretiens en focus groupe : Bandiagara (17), Bankass (12), Koro (10), Mopti (12), Ségou (14), Macina (10), Niono (15).

Deux outils d'enquête ont été utilisés : le guide d'entretien et le carnet de terrain. Le premier a permis de collecter les données d'entretiens effectués auprès des différents acteurs et groupes d'acteurs concernés par le phénomène. Quant au carnet de terrain, il a consigné les données d'observations liées à la question : réunions, assemblée, manifestations des jeunes chômeurs en quête d'emploi, etc. Les thématiques abordées lors des enquêtes sont entre autres : i) la problématique de l'emploi des jeunes au niveau local, ii) l'insécurité en rapport avec l'emploi des jeunes au niveau local, iii) la question des groupes violents, et enfin, iv) les perspectives et solutions liées au problème de l'emploi des jeunes. Les discours en fonction collectées ont été analysés en fonction des différentes thématiques abordées.

## **III. Résultats**

Principalement quatre thématiques ont été abordées et nous donnent les résultats ci-après.

### **3.1. De La politique de l'emploi des jeunes en cours au Mali**

Estimée à 18,9 millions d'habitants en 2017 (DNP, 2017), la population du Mali est caractérisée par son niveau élevé de croissance (3,6%) : selon les prévisions, elle atteindra

23,5 millions d'habitants en 2025 et 30,3 millions en 2035 (DNP, 2012). Plus de la moitié de cette population vit en milieu rural dont plus de 62% des travailleurs (EMOP, 2017). L'une des caractéristiques de cette population est sa jeunesse : plus de 56,5% de la population à moins de 20 ans. Si cette jeunesse représente un atout important pour son développement, sa mauvaise formation et son manque d'employabilité pourraient constituer un sérieux problème notamment pour sa sécurité.

En effet, depuis environ deux décennies, l'État Malien a mis en œuvre diverses politiques d'emploi en faveur des jeunes. Les objectifs de ces différentes politiques d'emploi se déclinent en six axes : i) conforter et sécuriser les emplois privés existants et améliorer les performances dans l'emploi public, ii) réduire le chômage et le sous-emploi des jeunes par la création d'emploi et l'intensification des activités génératrices de revenus, iii) accroître la demande de main-d'œuvre en zone urbaine aussi bien que rurale par le développement du secteur privé, iv) améliorer l'offre de main d'œuvre grâce à une meilleure formation et qualification adaptée au besoin de l'économie, v) généraliser la promotion de l'emploi au niveau local en tenant compte des spécificités régionales, enfin, vi) favoriser l'amélioration des conditions de travail dans les différents domaines d'emplois.

La mise en œuvre de cette politique a suscité la création de plusieurs institutions administratives : la Direction Nationale de l'Emploi (DNE), la Direction Nationale de la Formation Professionnelle (DNFP), la restructuration de l'ONMOE devenu désormais ANPE, la création du Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA), la création de l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des jeunes (APEJ), la création de la Taxe Emploi jeunes ; la formulation et la mise en œuvre du Projet Emploi-Jeune (PEJ phase I et II), l'adoption du Plan d'Action de l'Union Africaine pour l'emploi-jeune, la mise en œuvre du Programme National d'Actions en vue de la Réduction de la Pauvreté (PNA/ERP), la création de l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF), la création de l'Institut National de l'Ingénierie de la Formation Professionnelle (INIFORP).

La création de ces institutions administratives sera suivie de la mise en œuvre d'importants programmes et projets d'emploi à l'endroit des jeunes : le programme actif global de l'emploi-jeune, le Programme National d'Action pour l'Emploi en vue de Réduire la Pauvreté (PNA/ERP), le Programme Emploi-Jeunes (PEJ), Projet d'Appui aux Investissements à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO), Programme Multisectoriel d'Investissements à fort coefficient d'emploi en milieu rural (PROMIER), le Programme d'Initiatives Locales pour l'Emploi (PILE), la Bourse de l'Emploi et de la Formation

Professionnelle, le Programme Décennal de la Formation Professionnelle pour l'Emploi (PRODEFPE), le Projet de Développement des Compétences et Emploi des Jeunes (PROCEJ).

Bien entendu, ces différents programmes et projets ont vu le jour grâce à la collaboration et à l'appui de plusieurs partenaires techniques et financiers (BIT<sup>2</sup>, UE<sup>3</sup>, PNUD<sup>4</sup>, BM<sup>5</sup>, etc.). Si ces programmes et projets sont largement évoqués comme des efforts importants de l'État malien à l'égard de la jeunesse, force est de constater qu'au niveau local, les perceptions restent assez divergentes et mitigées quant à leur impact réel, c'est ce qui ressort, en tout cas, de nos investigations notamment dans les deux régions concernées par nos enquêtes.

### 3.2 Perception des acteurs locaux de la politique d'emploi des jeunes au Mali

Dans les deux régions concernées par les enquêtes, la politique d'emploi en faveur des jeunes est différemment perçue par les acteurs et les communes visitées. Ainsi, la première tendance qui se dégage est celle qui considère la politique d'emploi des jeunes comme une affaire des centres urbains : elle représente environ 35% des personnes interrogées. Plusieurs répondants s'appuient sur le fait que les jeunes résidents en milieu rural ne sont généralement pas informés des opportunités d'emploi. Cet état de fait concernerait autant les opportunités d'emploi de l'État que celles proposées par les ONG et les entreprises privées. Pour ces derniers, tout semble se décider dans le district de Bamako ou dans les régions comme le précise cette femme leader d'organisation de Koro :

Nos enfants sont presque tous au chômage. On les envoie à l'école pour qu'ils deviennent quelque chose mais ils ne reviennent qu'avec le diplôme et sans travail, ce qui les oblige à retourner encore à la terre qu'ils ont quittée. Même s'il y'a des opportunités, ils ne sont pas informés. Tout se passe comme si nous ne faisons pas partie du pays car, c'est à Bamako et dans les régions que tout se décide

Ainsi, la plupart des répondants qui soutiennent cette thèse trouvent que dans le domaine des emplois, la marginalisation des jeunes des zones rurales réside surtout dans le retard ou dans le manque d'informations lié aux opportunités d'emploi. Par contre, d'autres pointent du doigt la modestie des offres ce qui, selon ces derniers, diminuerait fortement la chance des jeunes résidents en milieu rural. Comme conséquence, plusieurs jeunes sans emploi ou ceux qui ont perdu les leurs à la suite de multiples crises sont obligés de migrer

---

<sup>2</sup> Bureau International du Travail

<sup>3</sup> Union Européenne

<sup>4</sup> Programme des Nations Unies pour le Développement

<sup>5</sup> Banque Mondiale

vers d'autres lieux. « *Ont-ils vraiment le choix ?* » nous réponds un responsable d'organisation paysanne de Bandiagara. Si certains jeunes préfèrent aller s'installer dans les centres urbains, d'autres par contre visent les zones minières ou tentent de rejoindre l'Europe avec l'intention de trouver « un avenir meilleur ». Le troisième adjoint au Maire de Bankass déclare :

En tant qu'autorité communale, je ne suis point satisfait de l'État dans le domaine de l'emploi des jeunes. À l'exception du concours national qui se tient d'ailleurs de moins en moins avec peu d'offres pour les jeunes, on ne voit aucune autre initiative de l'État à l'endroit de ces derniers qui continuent de s'entasser d'année en année sans travail. Cette situation constitue un véritable danger dans notre zone qui est en conflit depuis quelques années.

Abondant dans le même sens, la présidente du CAFO<sup>6</sup> de Koro ajoute :

Mes deux enfants et ma belle-fille ont tous fini l'école depuis plus de cinq ans. Mais par manque de boulot, les deux premiers ont été obligés de s'engager dans le maraichage. Et la troisième qui est ma belle-fille fait la couture. Ils avaient déposés leurs dossiers dans tous les services locaux et les ONG dans l'intention d'avoir du travail mais ils n'ont rien trouvé encore. C'est pourquoi, on se demande aujourd'hui à quoi bon d'envoyer les enfants à l'école.

Le second niveau de perception est relatif à la méconnaissance de la politique d'emploi des jeunes : il concerne 30 % des personnes interrogées. La plupart des personnes interrogées prétendent n'avoir aucune connaissance d'une quelconque politique d'emploi de l'État à l'égard des jeunes en milieu rural. En la matière, plusieurs répondants affirment d'ailleurs que c'est à travers des relations interpersonnelles (amicale ou parentale) que beaucoup de jeunes trouvent du travail. « *C'est généralement à travers des parents ou des amis résidents ailleurs qu'on a des informations sur les opportunités d'emploi* » déclare le président des jeunes de Sébougou. Un autre jeune leader de Mopti ajoute : « *Il faut avoir de bonnes relations pour avoir du travail. Quel que soit le courage qu'on peut avoir, un fils de pauvre finit toujours par se consacrer au travail de la terre* ».

Outre les relations interpersonnelles, les nouvelles technologies d'information (Facebook, WhatsApp, St Agram, etc.) sont de plus en plus utilisées par certains jeunes pour s'informer sur les opportunités d'emploi. Le troisième niveau de perception se focalise sur la politisation de la question d'emploi des jeunes notamment au niveau local. Les tenants de cette tendance représentent 20% des personnes enquêtées. Les accusations portent sur le fait que la plupart des opportunités d'emploi concernant les jeunes ne se limitent généralement

---

<sup>6</sup> Coordination des Associations des femmes de Koro

qu'aux proches parents des leaders politiques locaux ou des jeunes militants dans leurs partis. Ainsi, dans plusieurs localités visitées, le réseau parental ou politique semble être la seule issue favorable pour obtenir de l'emploi. Ce qui exclut la majeure partie des jeunes qui n'aspirent qu'à travailler. Le président de la jeunesse de Macina répond :

Ce n'est pas la politique d'emploi qui pose problème mais plutôt sa mise en œuvre. C'est à partir de là que nous assistons à toutes les manigances. Ceux qui en profitent sont généralement les jeunes qui ont des relations parentales ou qui militent dans les mêmes partis politiques que les leaders politiques locaux. Ceux qui ne se trouvent pas dans ces deux cercles sont généralement exclus, c'est ce qui est à la base des frustrations de plusieurs jeunes et les plus mécontents rejoignent les groupes *ihadistes*. C'est pourquoi, nous apprécions de plus en plus l'approche nouvelle des ONG partenaires qui font directement leur recrutement en fonction des compétences sans passer par les élus locaux.

Le quatrième niveau de perception qui représente 15% des personnes interrogées se focalise sur l'inadéquation entre les formations suivies par les jeunes et les besoins d'emploi au niveau local. Plusieurs répondants s'offusquent du fait que les formations des jeunes sont pour la plupart inadaptées aux besoins des communautés locales ; ce qui rend difficile leur employabilité. Cet état de fait a fini par décourager de nombreux jeunes qui n'ont eu d'autres choix que de partir en exode ou se convertir dans un autre domaine. Ceux qui n'ont pas eu de diplôme mais qui excellent dans d'autres domaines (notamment l'entrepreneuriat local) ne sont pas encouragés car, ils ne bénéficient d'aucun financement de l'État. Le maire de la commune rurale de Sébougou déclare :

La politique d'emploi des jeunes est très mal adaptée car, la formation ne correspond point aux emplois disponibles au niveau local. De nos jours, beaucoup de nos jeunes sont formés avec des diplômes dont on n'a pas les compétences sur le terrain. Ceux qui ne sont pas des diplômés que nous appelons jeunes ruraux n'ont pratiquement pas de moyens financiers pour exercer les activités qu'ils veulent.

La politique d'emploi des jeunes proposée par l'État est du coup perçue par ces derniers comme une sorte de leurre comme le précise un responsable de service local de Mopti : « *Ce n'est plus ni moins que de la poudre aux yeux* ». Une perception qui se justifie non seulement par l'inadéquation entre la formation et les secteurs d'emploi disponibles au niveau local mais aussi, par la non prise en compte des jeunes entrepreneurs locaux qui, pourtant développent des initiatives locales. Un responsable d'ONG locale déclare : « *Il faut aller vers l'auto-emploi, c'est à dire l'entrepreneuriat jeunes qui, de nos jours pourrait résoudre ce problème* ». Certains enquêtés notent tout de même un début d'améliorations suite à de nouvelles initiatives développées depuis quelques années par certaines ONG locales (Suisse-contact et APJ) qui consistent à appuyer les projets locaux de certains jeunes résidents dans les villages.



Même si ces actions sont minimales par rapport aux besoins immenses des jeunes, elles sont tout de même saluées par les bénéficiaires autant que le reste des populations au niveau local. Installées dans certaines localités de la région (Mopti, Ségou, Koro et Macina), ces structures sont chaque jour prises d'assaut par des jeunes en quête d'emploi et ceux ayant perdu leur emploi. Outre le financement des petits projets, ces structures encadrent et forment de plus en plus les jeunes diplômés dans la préparation de leur curriculum vitae et dans la stratégie de recherche d'emploi. Ce qui ne manque pas de créer quelques frustrations pour certains jeunes qui comptent beaucoup plus sur l'emploi que la formation. Un des bénéficiaires de la formation répond : « *Nous avons pensé qu'ils donnent de l'emploi aux jeunes mais en réalité ce n'est pas ça. Ils veulent juste écouter nos problèmes sans rien faire de sérieux, c'est ce qui est décourageant. Or, les gens disaient qu'ils sont venus pour donner de l'emploi aux jeunes d'ici* ». Ces différents propos tenus par les répondants révèlent à souhait que le problème d'emploi des jeunes en milieu rural reste toujours une question non encore résolue et sur laquelle il faut nécessairement et vite se pencher au regard des conséquences qu'il engage notamment sur le plan sécuritaire.

### **3.3 La crise sécuritaire et la question de l'emploi des jeunes**

L'ensemble des acteurs interrogés sont unanimes sur le fait que la crise sécuritaire en cours a considérablement joué sur les activités économiques des deux régions considérées jadis comme le poumon économique du Mali. Considérée comme la première activité économique, l'agriculture qui emploie un nombre important de jeunes est sans doute celle qui a connu beaucoup plus de difficultés. En effet, dans la plupart des localités visitées, les familles résidentes ont généralement deux champs de culture. Un premier situé non loin du village et qui constitue la principale source d'alimentation des familles, et le second situé plus loin et sur lequel, les jeunes comptent pour subvenir à leur besoin. Mais avec le déclenchement et l'accentuation de la crise sécuritaire, il n'est pratiquement plus possible d'exploiter ces derniers à cause notamment des assassinats, des enlèvements, des attaques multiples sur les différents axes routiers et des engins explosifs improvisés.

L'abandon de ces champs éloignés a mis la plupart des jeunes résidents en milieu rural dans une précarité extrême. Du coup, la seule alternative qui s'offre est de migrer notamment vers les centres urbains ou les zones minières avec l'espoir de trouver un emploi. Ceux qui restent dans les villages sont généralement partagés en deux catégories : une première qui s'est reconvertie dans d'autres activités (maçonnerie, transport, petit commerce, etc.) et la



seconde qui s'allie aux groupes de violents (les groupes *jihadistes* et les *Donso*, groupes de chasseurs). Un conseiller du village de Macina disait : « *le comportement de beaucoup de jeunes est suspect mais nous attendons toujours des preuves pour les dénoncer aux autorités administratives et judiciaires* ». Dans la zone Office du Niger, on assiste à peu près au même scénario où la plupart des activités agricoles ont connu un arrêt à cause de l'insécurité. Le président des jeunes producteurs de Nino répond :

La culture du riz requiert un suivi particulier par les jeunes mais qui n'est plus possible depuis quelques temps à cause de l'insécurité grandissante. Sinon, en temps normal, on se réveille très tôt pour cette activité et on ne retourne au village qu'au petit soir. Mais depuis quelques temps, cela n'est plus possible car, on peut être victime d'enlèvement ou d'assassinat. Comme solution, certains jeunes ont purement et simplement abandonnés leurs champs. Ceux qui continuent à le faire se découragent de plus en plus car, il faut désormais attendre la levée du soleil pour partir et cela, étant accompagné. De même, il faut toujours informer les siens avant de s'y rendre car, on ne sait jamais. Bien entendu, il faut aussi retourner vite avant la tombée de la nuit.

Cette psychose créée par les groupes terroristes autour des activités agricoles a non seulement joué sur les rendements mais aussi détruit la seule activité génératrice de revenus de plusieurs jeunes résidents des villages des régions du centre. Ainsi, pour s'en sortir plusieurs jeunes en manque d'argent ont fini par être la proie facile des groupes terroristes soit pour les renseigner (notamment sur les déplacements de l'armée) ou leur fournir certains produits nécessaires à leur activité : médicaments, carburant, etc.

Outre l'agriculture, les multiples razzias du bétail dans les différentes localités de la région du Delta a privé la majeure partie des jeunes éleveurs de leur principale activité (l'élevage). Sevrés ainsi de leur activité traditionnelle, plusieurs jeunes éleveurs ont fini par être coptés par des groupes *djihadistes* qui leur proposent des activités criminelles moyennant de l'argent : pose des engins explosifs improvisés, passage clandestin des armes de guerre, renseignements sur les forces de défense et de sécurité, etc. Ainsi, dans plusieurs localités du Delta, ils constituent de nos jours les bras armés des groupes *djihadistes*. Cette réalité est d'autant plus évidente que même les jeunes éleveurs qui n'adhèrent pas à ce projet sont pointés du doigt. Ce qui selon, plusieurs interlocuteurs, serait à la base de la confusion quant à savoir parmi les jeunes éleveurs qui est *djihadiste* et qui ne l'est pas.

Après l'agriculture et l'élevage, les secteurs du transport et du commerce qui emploient de nombreux jeunes de la région ont aussi été fortement impactés par l'insécurité croissante. « *Il ne se passe jamais une ou deux semaines sans entendre que des forains ont été attaqués ou que des véhicules ont sautés sur des mines* » nous disait la présidente des femmes leaders de

Pele-mawdo. Un autre jeune producteur de Macina ajoute : « *A deux reprises, les groupes djihadistes évoluant dans notre secteur ont confisqués le riz que je vends et qui constitue mon seul objet de commerce, ce qui m'a finalement découragé* ».

Ces propos révèlent à souhait que la terreur imposée par les groupes de violence a non seulement donné un coup d'arrêt aux activités de transport mais aussi et surtout le petit commerce. D'ailleurs, depuis quelques années, la plupart des marchés hebdomadaires des deux régions ne fonctionnent plus. La même difficulté est perceptible dans le domaine des petits métiers exercés majoritairement par les jeunes comme le déclare un jeune revendeur de carburant à Koro :

Je faisais du commerce de carburant entre plusieurs communes et villages du cercle et je gagnais bien ma vie. Mais depuis un moment, les autorités ont interdit cette activité prétextant qu'elle sert les groupes *djihadistes*. Depuis lors, je ne fais plus rien d'autre que me promener de gauche à droite pour chercher de quoi nourrir ma famille. Ainsi, les autorités ont interdit la seule activité que j'exerce mais sans pour autant m'aider et aujourd'hui, je ne sais plus quoi faire.

Un autre jeune réparateur de moto de Bandiagara ajoute : « *Nous n'avons plus de clients depuis que les autorités ont interdit les mouvements des motos dans la ville. On ne sait plus que faire et beaucoup de jeunes sont déjà partis en ville* ». Le dernier secteur d'emploi qui a été impacté par la crise sécuritaire est le tourisme qui emploie plusieurs centaines de jeunes à Mopti Djenné, Douentza, Bandiagara, Koro et Ségou. En effet, depuis quelques années, le basculement de la crise sécuritaire du nord au centre a donné un coup d'arrêt à l'ensemble des activités touristiques des deux régions. Du coup, les infrastructures touristiques (hôtels, motels, bars, restaurants, agences de voyage, maisons d'arts, etc.) qui emploient l'essentiel des jeunes des deux régions sont presque tous fermés. Les dernières statistiques font état de 86% des établissements touristiques (DRT). À ce propos, le chef de la division suivi et évaluation du secteur touristique de la région de Mopti disait ceci :

Certains établissements sont déclarés définitivement fermés, d'autres provisoirement. Ce qui a fait perdre des milliers d'emploi au niveau des jeunes surtout pour la gent féminine : restauration, entretien, serveuses, gardiens, gérants, etc. Plusieurs hôtels ont tenté de résister par tous les moyens en baissant souvent même le prix mais cela n'a pas marché. Sur l'ensemble de la région de Mopti, on ne compte plus que 4 agences de voyage qui fonctionnent réellement sur un total de 27. Or, ce sont ces agences qui emploient beaucoup de jeunes comme chauffeurs, guides touristiques, mécaniciens, superviseurs, etc. Le Mali compte environ 600 guides touristiques et les deux régions (Mopti et Ségou) regorgent à elles seules 74% des guides touristiques qui ne travaillent plus aujourd'hui. Les frustrations liées à cet état de fait ont poussé plusieurs anciens guides touristiques à se donner la mort notamment à travers l'alcool, ce qui montre à quel

point le problème est sérieux. Si l'État ne fait pas quelque chose, on assistera à une véritable tragédie.

Face à l'ampleur du phénomène, la MINUSMA tente par ses moyens de financer les petits projets de certains guides touristiques qui ont acceptés de se reconverter dans d'autres activités comme le maraichage, la pisciculture, l'embouche bovine, etc. Même si cette initiative est saluée par les autorités de la région, elle est loin et même très loin de combler le déficit d'emploi des jeunes. Car, la majorité de ceux qui ne bénéficient point de ces appuis seront exposés à toutes les tentations.

### **3.4 .De l'enrôlement des jeunes sans emploi par des groupes violents**

La persistance et l'ampleur du chômage des jeunes en milieu rural, les conséquences négatives de la crise sécuritaire sur les activités économiques, la destruction des petits métiers sont entre autre des éléments évoqués par de nombreux répondants comme des facteurs ayant favorisé l'enrôlement de plusieurs jeunes. Deux stratégies d'enrôlement correspondantes aux différents groupes de violence évoluant dans la région ont été évoquées : la première qui concerne beaucoup plus les groupes *djihadistes* est basée sur l'argent et les menaces. Appliquée dans toutes les régions concernées par l'enquête (Mopti et Ségou), elle vise principalement trois catégories d'acteurs : i) les familles démunies, ii) les jeunes sans emploi ou ceux ayant perdu leur emploi, iii) les commerçants et les jeunes attirés par « l'argent facile ».

Le choix de ces cibles n'est point fortuit car, chacune d'elle joue un rôle prépondérant dans les entreprises de violence. Considérée comme des couches faibles et marginalisées, les familles démunies sont généralement ciblées pour servir de refuge moyennant bien sûr une forte récompense, ce qui permet aux *djihadistes* de se diluer dans la population locale sans grande difficulté pour agir. Souvent, ils adoptent la stratégie de menace pour obtenir la couverture de certaines familles : le silence contre la vie sauve. Par ce jeu, les différents groupes *djihadistes* opérants dans la région sont parvenus à créer des réseaux solides dans plusieurs localités : Mopti, Djenné, Douentza, Bandiagara et une bonne partie des cercles de Niono et Macina. C'est pourquoi, un élu local de Macina disait :

Nous savons bien qu'ils sont parmi nous et sont logés dans la plupart des cas par certaines personnes qui sont soit attirées par l'argent ou gagnées par la peur, ce qui ne nous facilite point la tâche car, à part la sensibilisation, on ne peut pas obliger les gens à les dénoncer et l'armée non plus ne peut pas intervenir au risque de commettre des exactions.

Quant aux autres cibles (les jeunes chômeurs et ceux ayant perdu leur activité professionnelle) c'est beaucoup plus la stratégie financière qui est utilisée. Elle est d'abord orientée sur les jeunes éleveurs qui ne sont plus en activité, notamment ceux ayant perdu leur bétail lors de la crise. Ensuite, les jeunes résidents des villages qui sont en chômage ou qui ont perdu leur activité économique à cause de la crise sécuritaire. Si les premiers sont généralement utilisés comme des combattants pour perpétrer des attaques ou poser des engins explosifs sur les axes routiers ou, les seconds jouent beaucoup plus le rôle d'informateurs, de transporteurs ou de fournisseurs de produits nécessaires aux actions terroristes (carburants, médicaments, nourriture, matériels électroniques, etc.).

Par ces stratégies, les groupes *djihadistes* sont parvenus à créer des réseaux solides dans toutes les localités de la région en créant ainsi une forte panique et de méfiance au sein de toutes les communautés de la région : « *Nul n'a désormais confiance à l'autre car, on ne sait même plus qui est qui dans cette affaire* », nous disait un élu local de Mopti. La stratégie est devenue si efficace qu'elle permet aux groupes *djihadistes* opérants dans la région de s'informer de tout mouvement suspect dans leur zone et du coup, d'assurer leur approvisionnement en produits. Un conseiller du village de Konna déclare : « *On ne peut jamais retrouver une aiguille perdue qui se trouve sous le pied de son propriétaire* » entendant par là qu'avec une forte complicité de la population, il sera difficile de lutter contre les groupes *djihadistes* de la région.

La seconde stratégie d'enrôlement relève des groupes de chasseurs ou *Donso* qui procèdent d'un système de réciprocité consistant à proposer une sorte de protection aux familles ou aux villages contre l'envoi des jeunes capables de se battre, ce qui permet au groupe de renforcer son rang. A défaut de fournir des jeunes capables de se battre, les familles ou les villages sont obligés de payer des rançons en nature ou en espèce. Dans l'impossibilité de satisfaire ces conditions, les familles ou les villages sont contraints à migrer pour grossir le lot des déplacés ou s'exposent à des harcèlements ou des enlèvements. C'est pourquoi, de nombreuses personnes interrogées sur la question ne font plus de distinction entre les groupes *djihadistes* et les *Donso* : pour ceux-ci, les deux tendances sont tous de même nature dans le domaine de la violence. « *Nous avons certes peur des groupes djihadistes mais on n'a pas non plus la paix avec les Donso qui, pour chaque service rendu nous prennent de l'argent ou nos enfants. Alors, où est la différence avec ceux qui sont dans la brousse ?* ». Ces différents témoignages révèlent à tel point la morosité économique associée au manque d'emploi

fragilise la population et surtout les jeunes sans emploi qui sont de plus en plus à la solde des différents groupes violents de la région.

### 3.5. De l'emploi comme alternative à la violence

Il est évident que la politique l'emploi des jeunes en cours a eu moins d'échos favorables au niveau local. Focalisée généralement sur le concours de la fonction publique et l'appui aux entreprises privées pour recrutement, elle donne moins d'opportunités aux jeunes ruraux dont la plupart ne s'exercent d'ailleurs que des activités agricoles, de l'élevage, du transport, du commerce, du tourisme et des petits métiers. Mais avec l'accentuation de la crise sécuritaire, l'ensemble de ces activités sont pratiquement en berne. Alors, comment inverser cette tendance pour non seulement impulser le développement au niveau local mais aussi, et surtout enlever ces jeunes ruraux du juron des groupes de violence. C'est sans doute le défi majeur auquel l'État malien aussi bien que les autorités locales sont confrontés.

Plusieurs acteurs interrogés plaident beaucoup plus pour « l'auto-emploi » qui consiste à appuyer les jeunes ruraux dans les différents domaines de leur spécialisation. Ce point de vue s'appuie principalement sur trois raisons fondamentales : i) l'analphabétisme, ii) la vocation actuelle des jeunes, et iii) de l'inadéquation entre la formation et les réalités du milieu local. En effet, la plupart des jeunes résidents des localités visitées sont des analphabètes ou des semi-lettrés n'ayant pratiquement aucun diplôme de spécialisation, ce qui leurs font exclure du système d'offre d'emploi en cours. Alors, créer une alternative susceptible d'appuyer ces derniers est de plus en plus nécessaire car, ils constituent par leur niveau d'illettrisme l'une des principales cibles des groupes terroristes.

La même dynamique est à peu près observée au niveau des jeunes détenteurs de diplôme sans emploi. C'est le manque d'opportunité, d'informations liées à l'emploi, de la corruption et du népotisme qui sont généralement dénoncés comme difficultés majeures de ces derniers. Un jeune leader de Bnadiagara répond : « *Nous savons tous que celui qui n'a pas les moyens ou les relations fortes ne passera jamais au concours* ». Un autre de Sébougou ajoute : « *sur le plan de l'emploi, nous sommes toujours les oubliés de l'État, même pour avoir des informations, il faut être en ville ou passer par un parent ou un ami* ». La seconde raison s'explique par la vocation même des jeunes résidant en milieu rural. Les argumentaires se focalisent sur les principales activités exercées par les jeunes qui tournent en grande partie autour de l'agriculture, l'élevage, la pêche, le commerce et les petits métiers.

Ainsi, le développement de l'entrepreneuriat local est selon plusieurs interlocuteurs la meilleure option pour développer l'emploi au niveau local. Quelques initiatives développées çà et là par certains acteurs non étatiques (notamment les ONG) sont de plus en plus appréciées mais qui sont loin de combler le vide créé par la situation actuelle. Un élu local de Kokry déclare : « *Comme solution à la question d'emploi des jeunes en milieu rural, l'État doit à tout prix investir dans l'agriculture, l'élevage, la pêche, le commerce et les petits métiers comme le font certaines ONG. Ce sont ces secteurs qui emploient le plus grand nombre de jeunes en milieu rural* ». Ces différentes activités sont de nos jours considérées comme des créneaux porteurs qui ne demandent qu'à être soutenus notamment par l'État et ses partenaires.

Par exemple, la culture du riz et des produits de maraîchage (oignon, gombo, tomate, piment, salade, etc.) sont fortement sollicités dans les grands marchés des régions et du district de Bamako. Pour ce faire, des appuis financiers assortis de l'organisation et de la formation et l'information des producteurs seraient à même d'impulser un développement au niveau local. Cela passera par un changement d'approche qui ne consiste plus à appuyer des groupes d'acteurs mais plutôt des acteurs individuels ayant des projets porteurs. Tous les acteurs interrogés sont unanimes sur le fait que le financement des acteurs collectifs a atteint ses limites. Ainsi, des contrats individuels assortis d'un suivi rigoureux des jeunes qui souhaitent développer leurs projets seraient selon plusieurs répondants la meilleure option.

C'est cette initiative qui est adoptée de plus en plus par certaines ONG locales (PROJES, Suisse-contact) initient depuis quelques années des initiatives dans ce sens, mais le besoin est sans doute immense par rapport à l'offre, ce qui interpelle de plus en plus l'État dont le rôle consiste à impulser ces genres d'initiatives au niveau local. Par ailleurs, il faut mettre en place une antenne de relais qui permet aux jeunes de s'informer et s'orienter sur la recherche d'emploi. Il leur faut une banque de données sur la situation de l'emploi des jeunes. Il n'y a pas de structure qui donne l'information aux jeunes ruraux. Ainsi, pour solutionner ce problème, il faut réduire autant que possible le fossé qui existe notamment sur le plan de l'information entre le milieu rural et urbain. Ce qui évite à chacun de se débrouiller seul.

#### **IV. Discussion**

Après analyse des résultats obtenus en lien avec les écrits antérieurs, quelques résultats méritent d'être discutés. Il s'agit dans un premier temps de l'insistance de plusieurs experts de la région sur les symptômes de la crise sécuritaire (macres de masse, déplacement massifs des

populations, fermeture des écoles et des centres de santé, viol massif, violation des droits humains, etc.) au détriment des causes ou des facteurs majeurs qui ont déclenchés cette crise sécuritaire. C'est pourquoi les interventions militaires en cours dans la région traitent beaucoup plus les symptômes que les véritables causes endogènes qui génèrent et nourrissent le phénomène de la violence. F. Tandjigora (2017, p. 02) note ce qui suit : « *La réalité du terrain laisse tout de même penser que le « tout » sécuritaire dévolu aux forces de sécurité est largement insuffisant* ». Ainsi, un changement d'approche incluant la question d'emploi et de revenu des résidents en milieux ruraux s'avère plus que jamais nécessaire pour diminuer les violences et impulser une dynamique de développement au niveau local.

Le second niveau de discussion est lié à la question de la politique d'emploi des jeunes. Prônée par tous les États notamment en Afrique, elle est généralement conçue sur la base des grands discours et vendue à souhait aux différents partenaires pour des financements. Cependant, en pratique, on voit qu'elle prend peu les réalités du terrain. Ainsi, les résultats de nos recherches révèlent qu'une inversion d'approche focalisée sur les réalités du terrain et les aspirations profondes des acteurs s'avère plus que jamais nécessaire pour comme le précise Ph. Delville (1998, p. 20) :

Chercher à comprendre pourquoi les acteurs font ce qu'ils font n'implique pas de justifier leurs pratiques, ni de vouloir conserver ce qui existe sous prétexte qu'on comprend les raisons. Ce n'est en aucun cas refuser une transformation de ces pratiques en fonction d'objectifs politiques et économiques, ou de perspectives à moins ou long terme. C'est simplement prendre acte du fait que, sauf volonté coercitive affirmée, une politique doit prendre en compte la réalité pour avoir prise sur elle. L'impact concret d'une loi ou d'un projet de terrain n'est pas tant dans ce que dit le texte ou le document projet, que dans la façon dont les différents acteurs s'en saisissent et l'utilisent, en fonction des réalités et des rapports de force. Dès lors, mieux vaut tenter d'anticiper sur les réactions probables que de découvrir a posteriori .

Alors, s'il existe un fossé aussi important entre les politiques en cours et les réalités du terrain, il est important pour l'État Malien aussi bien que les autorités locales de revoir leur approche car, ce qui se présente sur le terrain peut à l'avenir être plus dangereux qu'on ne le pense. Ainsi, en lieu et place d'une approche purement sécuritaire, il faut de plus en plus évoluer vers une nouvelle approche transversale incluant d'autres dimensions (notamment celles favorisant les violences comme la question d'emploi des jeunes en milieu rural) afin d'atténuer les violences dans cette région.



## Conclusion

Loin d'analyser tous les aspects liés à la crise sécuritaire, la présente étude a tout de même permis de jeter un regard sur une des problématiques favorisant les violences dans les régions du centre, notamment la question d'emploi des jeunes. Il ressort ainsi de l'analyse des données que la politique d'emploi des jeunes en cours est moins appréciée au niveau local. Cet état de fait s'explique par plusieurs phénomènes : i) le manque d'informations et d'opportunité, ii) la modestie des offres, iii) la marginalisation des jeunes ruraux, etc. Même si des initiatives nouvelles émergent à travers des ONG locales qui appuient de plus en plus les jeunes ruraux dans leurs entreprises, ces efforts restent minimes au regard des besoins immenses d'emplois des jeunes au niveau local. Outre l'insuffisance de la politique d'emploi, la crise sécuritaire qui sévit dans les régions du centre a aussi fortement impacté sur l'économie de la région en général, et sur les emplois des jeunes en particulier. Ainsi, l'agriculture, l'élevage, le transport, le commerce et le tourisme qui constituent les principaux secteurs d'emplois des jeunes de la région sont complètement en berne. Ce qui a mis la plupart des jeunes ruraux de la région dans une précarité extrême. Alors, si les uns cherchent à s'en sortir à travers l'exode vers les centres urbains ou les zones minières, d'autres par contre, cherchent à se convertir dans un autre domaine ou basculent dans les rangs des groupes de violence. Alors, comment inverser cette tendance par une politique d'emploi objective qui non seulement en compte les réalités du terrain mais aussi et surtout les aspirations réelles des jeunes ruraux qui, pour la plupart ne sont pas des diplômés mais excellent dans des domaines qui n'attendent qu'à être appuyés. Ce qui va de soit pour impulser le développement local et permettre aux jeunes d'échapper aux différents groupes de violence opérant dans la région.

## Bibliographie

- BIT. (2012). « *Croissance, emploi et politiques pour l'emploi au Mali* », GENEVE, (rapport d'étude)
- BIT (2012). « *La crise de l'emploi des jeunes : il est temps d'agir* », 101<sup>e</sup> session BIT, Genève Projet : « *Mali : Insertion des jeunes dans la vie professionnelle à travers les investissements à haute intensité de main d'œuvre en milieu urbain et rural* (PEJHIMO).

- Boubacar Diallo, Issoufou Soumaïla Mouleye, Kadia Bagayoko, (2015). « *L’insertion des jeunes sur le marché de travail au Mali* », Observatoire National de l’Emploi et Formation (ONEF), Mal. P. 43
- BOUTIN David. (2013). « *De l’école à l’emploi : la longue marche de la jeunesse urbaine malienne* », Formation emploi, Open Edition Journals N° 124 | 2013/4, pp. 23-43.
- CFD.(2020). « *La question d’accès des jeunes à la terre* », comité technique foncier et développement, France, (éléments pour mieux concevoir et suivre les interventions et les politiques)
- Catalystas Consulting, (2019). « *Rapport sur la Mission exploratoire de la RVO Concernant la Création d’Emplois dans les Chaînes de Valeur Agricoles dans le Sahel: Mali* ». Danemark, Pp. 71
- DOLO Amadou, MARIKO, Oumar, TANGARA, M, SY, Boubacar. (2022). « *Emplois des jeunes au Mali : caractéristiques et défis* », International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME ISSN: 2658-8455 Volume 3, Issue 2-2 (2022)
- Doumbia Seydou et Traoré Mamadou. (2005), « *Caractéristiques et déterminants du chômage, du sous-emploi et des situations adéquates d’emploi des jeunes, Département de la stratégie en matière d’emploi* » BIT, Genève
- Doudou Ben cherif Niang. (2019). « *Analyse sociologique des trajectoires d’insertion socio-économique des jeunes au Mali* », thèse de doctorat en sociologie, Université de LORRAINE
- DOUGNON Isaie, Modibo Galy Cisse Lucie Bello Balla Koné Samba Touré, (2013). « *L’entreprenariat jeune au Mali : étude de cas Bamako, Ségou, et Niono* », étude commandée par L’Ambassade Royale du Danemark au Mali Ministère des Affaires Étrangères du Danemark, Bamako-mali
- ISS. (2016). « *Jeunes Djihadistes au Mali : guider par la foi ou par les circonstances* », (notes d’analyse 89),
- MAFP. (2017). « *Programme décennal de développement et de formation professionnelle et de l’emploi* », programme triennal, 2015-2017.
- Moulaye Hassane TALL, (2018). « *Promouvoir un développement inclusif et durable en faveur de la réduction de la pauvreté et des inégalités au Mali : le défi du plein emploi* », Fredericht Ebert, Bamako-Mali, p. 56

- IMRAP. (2017). « *Analyse locale de la dynamique des conflits et de résilience dans zone de Koro-Bankass* », portrait croisé, CANADA
- ONEF. (2015). « *Profil du chômage et du sous-emploi des jeunes au Mali* », (rapport d'étude)
- ONEF (2016). « *Insertion des jeunes sur le marché de travail au Mali* », (rapport d'étude)
- TOHOUENOU René Comlan, Aoua Saran DEMBELE, N'Faly Siaman, (2015). « *Profil du chômage et du sous-emploi au Mali* » ONEF (observatoire national de l'emploi et de la formation), pp. 48
- THIAM Adam. (2017). « *Centre du Mali : enjeux et danger d'une crise négligée* », Institut du Macina, Centre pour le dialogue humanitaire.
- Yves Bourde, Kassim Dabitaou, Aoua Saran Dembélé. (2012). « *Croissance, emploi et politique pour l'emploi au Mali* », BIT, Genève, pp. 95